La solidarité, c'est pas juste un slogan: le trent-et-unième bulletin d'information (2018)

Chers amis, chères amies,

Salutations depuis le bureau du **Tricontinental: Institut de recherche sociale**.

L'Assemblée générale des Nations Unies a ouvert cette année sa 73ème session sous une pluie diluvienne à New York. Les eaux de crue se déversaient à la périphérie de la ville, alors que les dirigeants du monde entier se réunissaient sur les 18 acres de terre de la région de Turtle Bay, sur l'île de Manhattan. Le président américain Donald Trump – comme d'habitude – a fait les gros titres. Son discours à l'ONU et ses commentaires dans les couloirs ont fait vibrer quelques cœurs. Trump parlait dans son hyperbole énigmatique typique, faisant d'emblée toutes sortes de déclarations directes et exprimant ensuite ses attaques sur un ton d'abjection et de ressentiment. Quand il a dit qu'il était le plus grand président des États-Unis, les délégués dans la salle de

l'Assemblée générale ont éclaté de rire (mon **article** sur le discours de Trump peut être lu à *Salon*). C'est ce genre de réaction qui déplaît à Trump. Il exige d'être pris au sérieux ; son ricanement et ses fanfaronnades désignaient ses adversaires actuels – la Chine, l'Iran et le Venezuela. Il veut faire la guerre au monde.

Assis à côté de Trump au Conseil de sécurité de l'ONU, il y avait Evo Morales, de la Bolivie. Trump feignait l'ennui alors que Morales **racontait** l'histoire de l'interventionnisme américain depuis le Guatemala et l'Iran jusqu'à nos jours. C'est devenu un cliché en Occident que de qualifier le président vénézuélien Nicolas Maduro de dictateur. Maduro, ancien chauffeur de bus, et Hugo Chavez, ancien soldat, viennent de la classe ouvrière ordinaire du Venezuela. Une telle mobilité sociale semble fermée aux États-Unis. C'est, selon Morales, la véritable dictature, avec ses tentacules qui s'étendent d'un bout à l'autre de la planète. Ces derniers mois, a dit M. Morales, les États-Unis ont démontré leur mépris pour le droit international et le multilatéralisme. Elle envahit constamment les pays et lance des missiles. Les États-Unis ne s'intéressent pas à la justice ou à la démocratie ». L'acte d'accusation de Morales était sévère. Sur la photo ci-dessus, Morales et Trump se fixent des yeux. C'était un moment de tension électrique.

Trump avait fait référence à la Doctrine Monroe de 1823 pour justifier la revendication américaine sur la totalité de l'hémisphère américain. C'est sur cette base qu'il a ouvertement jubilé au sujet de l'action militaire contre le Venezuela. Les conséquences d'une telle guerre ne semblent pas faire trembler Trump. Les conséquences du changement de régime au Venezuela, une politique activement poursuivie par le gouvernement américain (comme je l'**explique** dans *Frontline*), le dérangent moins. Même les pays d'Amérique latine qui font partie du Groupe de Lima – créé pour renverser le gouvernement vénézuélien – n'ont pas envie d'une action militaire. Ils savent que toute leur région sera bouleversée si les bombardiers américains se mettent à bombarder le Venezuela.

Maduro n'est plus allé aux Nations Unies depuis 2015. Il a le droit de s'adresser chaque année à l'Assemblée générale. Mais les pressions exercées par les États-Unis avaient rendu les choses difficiles. Cette année, malgré une tentative d'assassinat contre lui en août, Maduro est venu à l'ONU. Son discours a présenté les arguments en faveur du droit du Venezuela à l'autodétermination. Il a pu **rencontrer** le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, et a déclaré que son gouvernement accueillerait favorablement la visite de Michelle Bachelet, ancienne présidente chilienne et chef des droits de l'homme des Nations Unies. L'ONU joue un rôle contradictoire – parfois incapable de faire avancer un ordre du jour en raison du système de veto du Conseil de sécurité et des principaux bailleurs de fonds de l'ONU, parfois capable d'apporter un véritable soutien aux personnes qui ont un besoin urgent d'assistance (sur le **blog** *State of Nature*, un riche débat a lieu sur la pertinence actuelle des Nations Unies).

Juste après son discours à l'ONU, Maduro a traversé la ville pour se rendre à l'église de Riverside à Harlem, où il s'est joint au nouveau président cubain Miguel Díaz-Canel lors d'une réunion à laquelle ont assisté près de trois mille personnes. Il s'agissait d'une rencontre consacrée à la solidarité avec Cuba ainsi qu'à l'histoire des actes concrets de solidarité de Cuba depuis la révolution de 1959. Qui peut oublier les brigades médicales qui sont venues dans le monde entier pour soigner les pauvres, les enseignants cubains qui ont apporté leurs programmes d'alphabétisation à travers l'Amérique latine, ou les soldats cubains qui ont combattu aux côtés des armées de libération nationale africaines ? C'est l'aide cubaine en Angola qui a précipité la défaite des armées sud-africaines de l'apartheid à Cuito Cunavale en 1987, événement qui a démoralisé le régime d'apartheid sud-africain. Díaz-Canel a raconté ces histoires à l'église – et a loué ces actes de solidarité concrète (mon article sur l'événement est ici). Quelle solidarité concrète se manifeste aujourd'hui pour Cuba et pour le Venezuela ? Pour notre évaluation de la situation au Venezuela, voir le **Dossier #4**.

Curieusement, les Nations Unies ont **décerné** à Narendra Modi, le premier ministre indien, le prix » Champion de la Terre « , la plus haute distinction de l'ONU pour l'environnementalisme. Jignesh Mevani, membre de l'Assemblée législative du Gujarat, a déclaré que Modi a reçu ce prix » malgré le fait que 11 des 12 villes les plus polluées du monde se trouvent en Inde « et que l'Inde se classe 177e sur 193 dans l'**indice de performance environnementale**. Entre-temps, la Lancet Commission on Pollution and Health a **indiqué** que l'Inde se classait au rang n°1 des décès liés à la pollution – avec 2,51 millions de personnes tuées à cause de la pollution en 2015 (c'est 25 % de tous les décès). On devrait parler plus souvent de cette étude du Lancet. Elle a montré que 9 millions de personnes sont mortes prématurément en 2015, soit une personne sur six décédées cette année-là. Ce chiffre très conservateur est quinze fois plus élevé que le nombre de personnes tuées à la guerre ou dans d'autres formes de violence. La guerre saisit l'imagination. C'est une forme publique de brutalité. L'empoisonnement de l'environnement ne reçoit pas l'attention qu'il mérite. Tousser à Delhi pendant un jour où la qualité de l'air est particulièrement mauvaise – ce qui est plus souvent qu'on ne peut l'imaginer – est un rappel fort du fait que la pollution industrielle nous étouffe tous. Modi a donc reçu le prix pour cela – air sale, insensibilité terrible à la vie animale avec le déversement d'effluents dans les cours d'eau et

sur les terres agricoles, incapacité à passer du carbone au carburant renouvelable.

Modi s'est vu décerner ce prix pour son engagement à se débarrasser du plastique à usage unique en Inde d'ici 2022. Obama a reçu le prix Nobel de la paix pour ses promesses contre la guerre. Il suffit de dire que vous ferez quelque chose pour gagner un prix. Que vous le fassiez ou non n'est pas pertinent.

La solidarité n'est pas une abstraction. L'élection du Brésil aura lieu le 7 octobre. Le candidat qui aurait balayé le scrutin au premier tour – Lula – reste en prison et ne peut se présenter aux élections. La fille de Che Guevara – le docteur Aleida Guevara March – est allée voir Lula en prison. Aledia est médecin, l'une des personnes qui a été formée dans les légendaires écoles de médecine cubaines et qui a passé une longue partie de sa vie dans des missions de solidarité à travers le monde. En dehors de la prison de Lula, elle a dit : « Peu importe la vie culturelle ou l'idéologie, ce qui importe, c'est que nous sommes des êtres humains et que nous avons besoin de dignité pour vivre, pour nourrir nos enfants ». Nous avons besoin de dignité. Non seulement celui qui est emprisonné, mais aussi celui qui en est venu à faire preuve de solidarité : tous deux ont besoin de dignité. La dignité n'est pas un don de la nature. Elle doit être gagnée par des actes conscients de solidarité avec les autres et par la lutte pour rendre le monde meilleur.

C'est précisément ce qui s'est passé à Winneba (Ghana), où 400 délégués de 62 pays **se sont réunis** pour la

troisième conférence Pan-Africanisme. Ils y sont venus pour unir – dans leur corps et dans leur programme – le continent africain et pour proclamer non seulement qu'un autre monde est possible, mais que le socialisme est indispensable.

Notre image de la semaine – ci-dessous – est dédiée à Bhagat Singh (1907-1931). Bhagat Singh s'est battu contre la domination britannique en Inde. Pour cela, les Britanniques ont condamné à mort un très jeune Bhagat Singh. Lorsqu'il a entendu ce verdict, Bhagat Singh a déclaré : » C'est la plus haute récompense pour les patriotes et je suis fier de l'obtenir. Ils peuvent me tuer, mais ils ne peuvent pas tuer mes idées. Ils peuvent écraser mon corps, mais ils ne pourront pas écraser mes esprits. Mes idées hanteront les Britanniques comme une malédiction jusqu'à ce qu'ils soient obligés de fuir d'ici ». C'est ce qu'ils ont fait.

Ce bulletin d'information veille sur notre ami, le photographe bangladais Shahidul Alam – toujours en prison, toujours sans caution. C'est aussi pour le journaliste pakistanais Cyril Almeida, qui a été arrêté cette semaine pour ses reportages qui ont mis en colère l'armée pakistanaise. C'est autant pour eux que pour le journaliste slovaque Jan Kuciak et sa fiancée Martina Kusnirova, tués à Velka Maca pour ses articles sur les liens du gouvernement avec le crime organisé. C'est pour eux et pour la Maltaise Daphne Caruana Galizia, tuée pour ses reportages sur la corruption gouvernementale. C'est pour les journalistes de Reuters Wa Lone et Kyaw Soe Oo qui sont assis dans un donjon à Rangoon pour leurs reportages sur le nettoyage ethnique des peuples Rohingya. Shahidul Alam avait également couvert cette histoire. À l'ONU, le secrétaire général a félicité le premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, pour le rôle joué par son pays dans l'accueil du peuple Rohingya. Il aurait dû lui dire de libérer Shahidul Alam – et dire à U Kyaw Tint Swe du Myanmar de mettre fin à la violence contre les Rohingya.

Shahidul Alam avait également parlé de cette affaire. Aux Nations Unies, le Secrétaire général António Guterres a félicité le Premier ministre du Bangladesh, Sheikh Hasina, pour le rôle joué par son pays dans l'accueil du peuple Rohingya. Il aurait dû lui dire de libérer Shahidul Alam – et dire à U Kyaw Tint Swe, du Myanmar, de mettre fin à la violence contre les Rohingya et de libérer Wa Lone et Kyaw Soe Oo.

Il devrait faire tant de choses. On devrait en faire autant.

Chaleureusement,

Vijay.

**Traduit par Alexandre Bovey*

BHAGAT
SINGH
1907-1931
thetricontinental.org Tricontinental: Institute for Social Research | Instituto Tricontinental de Investigación Social